
Depuis 2001, Israël a détruit pour 74 millions de dollars de projets financés par l'Union européenne

Description

Charlotte Silver - The Electronic Intifada

[120416_ne_00_15](#)

Le 12 avril, un Palestinien inspecte les ruines d'un terrain de jeux détruit par les forces d'occupation israéliennes dans le village de Zaatara, en Cisjordanie, près de Naplouse. Le coût du terrain de jeu, payé par la Belgique, fait partie de ces dizaines de millions de dollars de financements européens alloués pour des structures que Israël a par la suite détruites. (Nedal EShtayah - APA Images)

Un projet agricole de 11 millions de dollars dans la vallée du Jourdain, un terrain de jeu de 61 200 dollars, et une école primaire ouverte pour la communauté bédouine à l'est de Jérusalem : tout a été détruit par Israël.

Ce ne sont là que quelques exemples sur les au moins 150 structures financées par l'Union européenne en Cisjordanie occupée, que Israël a détruites au cours des trois premiers mois de 2016.

Israël a détruit plus de maisons, entreprises et infrastructures publiques dans ces mois-là que dans toute l'année 2015, selon un nouveau rapport de l'organisation à but non lucratif Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, ou Euro-Med.

Chaque mois, c'est une moyenne de 165 structures à financement privé ou international qui ont été détruites ou partiellement détruites, un total trois fois plus élevé que le précédent de 50 démolitions par mois, entre 2012 et 2015.

Plus de 900 Palestiniens sont devenus des sans-abri cette année selon les statistiques des Nations-Unies, et des milliers d'autres ont vu leurs moyens de subsistance affectés par la vague des destructions.

D'après Euro-Med, le coordinateur adjoint des Nations-Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Piper, a laissé entendre que l'augmentation du nombre de démolitions est une réponse à l'escalade dans les confrontations violentes entre les Palestiniens et les forces d'occupation israéliennes, commencée en octobre 2015.

Mais, pour le politicien israélien Moti Yogev, qui a exercé une pression sur les forces d'occupation israéliennes pour que s'accroissent les démolitions : « Je n'ai aucun doute que la position ferme du gouvernement résulte en partie des mesures unilatérales prises par l'Europe », se référant à la décision de l'UE concernant l'étiquetage des produits des colonies de fin de l'année dernière.

Si tel est le cas, les démolitions peuvent s'assimiler à des agressions du « Prix à payer » (*Price Tag*) contre les Palestiniens et leurs biens commises par les colons, comme une forme de vengeance pour des politiques qu'ils n'aiment pas.

L'inaction de l'Union européenne

La divergence dans ces explications peut venir en partie du fait que les responsables européens ont tenté de minimiser l'ampleur des destructions par Israël des infrastructures financées par l'UE afin d'éviter tout embarras, selon Cécile Choquet, chercheuse à Euro-Med.

En 2012, Chris Davies, député britannique du Parlement européen, et Stefan Füle, ancien commissaire européen à l'élargissement et à la Politique européenne de voisinage, ont présenté une liste de projets financés par l'UE qu'Israël a détruits au cours des onze premières années de ce millénaire.

La liste, en 82 points, s'élevait à 56 millions de dollars de pertes.

Mais depuis, les bureaucrates de l'Union européenne ont gardé ce genre de données classifiées, selon Euro-Med qui estime que le montant total des aides européennes dilapidées depuis 2001 monte à 74 millions de dollars. Quelque 26 millions sur cette somme ont été détruits durant le bombardement de Gaza par Israël, en 2014.

Si les diplomates européens ont bien publié des déclarations le dénonçant, il leur reste encore à remettre en question les accords commerciaux, militaires et économiques, qui sous-tendent les relations UE-Israël.

Le mois dernier, par exemple, l'UE a critiqué « la tendance regrettable, depuis le début de l'année, aux confiscations et aux démolitions, y compris de l'aide humanitaire financée par l'Europe », après la démolition par Israël des abris d'une communauté bédouine près de Jérusalem.

Mais la déclaration ne contenait aucune allusion à de quelconques mesures pour en tenir réellement Israël comme responsable.

Selon Haaretz, l'augmentation de la pression politique se porte sur la responsable des Affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini, pour qu'elle affronte Israël sur la question des démolitions des projets financés par l'UE.

Mogherini a rapporté que certains membres de l'UE demandaient de faire payer des indemnités à Israël.

L'envoyé de l'UE en Israël, l'ambassadeur Lars Faaborg-Andersen, aurait averti les officiers supérieurs israéliens la semaine dernière que si les démolitions restaient à ce niveau, les relations UE-Israël pourraient se dégrader.

La mission de l'UE à Tel Aviv n'a pas répondu à la demande de commentaires, faite par *The Electronic Intifada*, pour savoir quelles pourraient être les conséquences si, le cas échéant, Israël n'arrêtait pas ses démolitions.

Une autre réunion entre des responsables de l'UE et le ministre des Affaires étrangères d'Israël est prévue au plus tard pour ce mois-ci, afin de discuter d'un gel des démolitions de structures financières par l'UE.

Impossible de construire

Ces démolitions se produisent de façon massive dans la Zone C, qui représente 60 % de la Cisjordanie occupée et qui est sous le contrôle total des Israéliens en vertu des conditions des accords d'Oslo de 1993.

Plus de 70 % des Palestiniens dans cette zone ne sont reliés à aucun réseau d'eau. Entre 2000 et 2014, les autorités israéliennes n'ont approuvé que 1,5 % des demandes palestiniennes pour obtenir des permis de construire en Zone C.

Mais le COGAT, la bureaucratie de l'occupation israélienne qui gère le régime militaire des Palestiniens en Zone C, a insisté sur le fait que les démolitions sont des mesures « contre les constructions illégales ».

Regavim, une organisation israélienne d'extrême droite, s'est emparée du langage des groupes internationaux qui critiquent les constructions de colonies d'Israël, pour qualifier les projets de l'UE en Cisjordanie de « constructions illégales en Zone C ».

L'investissement de l'UE en Zone C est conforme à son engagement politique qui appelle à la solution « deux États ».

Dans le même esprit, l'UE est le principal donateur pour l'Autorité palestinienne (AP). Depuis 1994, elle a fourni pour 6,3 milliards de dollars d'aides à l'entité qui, théoriquement, gouverne les Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées.

La plus grande partie des aides que l'UE achemine vers l'AP vise à soutenir les opérations quotidiennes : les salaires des employés et des forces de sécurité.

Entre 2007 et 2015, l'UE a attribué 2,8 milliards de dollars à la gouvernance de l'AP. Depuis 2000, la Commission européenne, l'exécutif de l'UE, a attribué 792 millions de dollars aux besoins humanitaires basiques de la population palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées.

L'UE et ses États membres, en attendant, poursuivent leurs commerces d'armes avec Israël.

La politologue française, Caroline du Plessix, a déclaré à Euro-Med :

« Il n'y a pas d'état palestinien aujourd'hui. La question est : que finançons-nous ? Sommes-nous en train d'aider Israël à maintenir son occupation, ou sommes-nous vraiment en train d'aider les Palestiniens à construire leur indépendance ? ».

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date crĂ©e
2016/06/07